

L'Adresse

mineurs peuvent maintenant avoir droit à des pensions, qui sont tantôt maigres, tantôt plus rondelettes.

Le principal problème auquel nous faisons maintenant face réside dans les changements technologiques. Le cours des métaux n'est pas établi au Canada, mais sur le marché mondial. Des mines en activité depuis 35 ou 40 ans ont fermé leurs portes. Des travailleurs de 35, 40, 45 ou 50 ans qui étaient très bons dans leur domaine, cherchent maintenant du travail dans le nord de la Colombie-Britannique, du Nouveau-Brunswick ou de l'Ontario, et n'en trouvent pas parce que les mines qu'on ouvre maintenant sont exploitées au moyen de nouvelles techniques et que les compétences de ces hommes, qui sont des travailleurs manuels, ne sont plus requises.

Je crois que c'est l'adaptation industrielle à laquelle le Canada doit s'employer. On ne comprend pas l'aspect humain de la question lorsqu'on ne vient pas d'une de ces régions.

Les pressions qui découlent des politiques tant fédérales que provinciales sont favorables à l'adoption de nouvelles lois adaptées à ce qui est populaire dans les régions et les centres urbains du pays. Je sais que la ville de Temagami, dans ma circonscription, est morte à cause des politiques adoptées par le gouvernement de l'Ontario pour plaire aux citadins qui voulaient avoir un territoire où faire du canotage et de la randonnée pédestre en forêt. Personne n'a songé un instant à l'effet que cette politique avait sur les habitants de ma région, qui gagnaient leur vie avec le bois, soit en le coupant dans la forêt soit en travaillant dans les scieries. En cet instant même, certaines de ces personnes n'ont toujours pas de travail, et cela dure depuis plus de deux ans. Leurs prestations d'assurance-chômage sont épuisées, certaines ont perdu leur maison, d'autres doivent avoir recours à l'assistance sociale, certaines ont quitté la région et, malheureusement, d'autres encore ont beaucoup de mal à remplir une demande d'emploi.

Voilà pourquoi il est tellement important que nous puissions apporter ces rajustements pour de nombreux Canadiens. Que ce soit dans les localités de pêche ou dans l'une ou l'autre des stations de vacances ou des petites localités de notre pays, il faut donner à ces gens-là la chance d'obtenir une instruction de base, soit d'apprendre à lire, à écrire et à compter. En tant que gouvernement—et nous déployons certes des efforts à cet égard dans ma circonscription—il faut nous assurer, au moyen du système d'éducation, que les gens soient

assez instruits pour relever les défis d'un monde en mutation. Le malheur, c'est que beaucoup de Canadiens n'acceptent toujours pas que les temps changent et que tous les niveaux de gouvernement doivent se décider maintenant à commencer à se préoccuper de ce que je crois être l'avenir de notre pays. Je pense qu'il ne faut plus adopter une attitude partisane. Le fait est qu'il nous faut songer à affronter les défis de l'avenir d'une façon que les Canadiens puissent comprendre, plutôt que de dire une chose pour se faire élire, comme cela se voit couramment, sans se préoccuper des personnes, qu'il s'agisse des quatre secteurs primaires, des particuliers intéressés ou des retombées de tout cela.

J'ai du mal à comprendre que des Canadiens d'autres régions du pays ne nous permettent pas de poursuivre dans la voie dans laquelle notre pays a été édifié. J'espère que davantage de Canadiens des grands centres vont commencer à comprendre que la richesse et le fondement du Canada ne résident pas à Toronto, à Calgary ni à Vancouver, mais bien dans les régions. Il faut nous assurer que les régions de notre pays aient la chance de prendre le virage technologique de façon à pouvoir en bénéficier.

Je pourrais poursuivre ainsi pendant un bon bout de temps, car il s'agit d'une affaire en laquelle je crois fermement. Mais les Canadiens des villes vont devoir comprendre la position des régions et leur donner la chance d'atteindre à la stabilité.

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, il y a bien deux semaines que le discours du Trône a été présenté à la Chambre, et j'attendais avec impatience l'occasion de faire quelques commentaires à ce sujet.

Tout d'abord, permettez-moi de parler d'une des questions soulevées par le député de Timiskaming et par son collègue et mon ami de Portage—Interlake, qui a pris la parole avant lui. Ils ont dit la même chose que plusieurs députés de leur parti pendant le présent débat, mais, aussi, ce que des ministres nous ont répondu pendant la période de questions, au cours des derniers jours. Il semble y avoir un nouveau credo. Le mot court qu'il ne faut plus montrer un esprit de parti, mais que dorénavant, il faut faire preuve de gentillesse, et ainsi de suite, faire comme si nous étions dans un système à parti unique. Voilà, cela permet de faire de beaux discours, mais ça n'a pas grand sens, parce que ça ne cadre pas dans notre système.